

**Channel Tunnel Intergovernmental  
Commission (IGC)  
Stakeholder Workshop 2013**

**Commission intergouvernementale au  
Tunnel sous la Manche  
Atelier des parties prenantes 2013**

22 March 2013



# Ordre du jour

- 11 h10 : Rapports 2012/2013 du Comité binational économique  
La régulation par la CIG : le Comité binational économique - Michel Bellier (CBE)  
Les points marquants des rapports – Brian Kogan (CBE)
- 11 h45 : Le cadre réglementaire et contractuel des redevances perçues par Eurotunnel (art. 8 de la Directive 2001/14) – Michel Bellier
- 12 h15 : Les redevances d'accès (Access charges) dans le DRR 2014 – J. Pierre Ramirez (Eurotunnel)
- Déjeuner
- 14 h15 : le régime de performance – Brian Kogan
- 14 h45 : L'attribution des sillons – Brian Kogan
- 15 h15 : Pause, suivie d'un Débat général sur l'amélioration de l'accès au Tunnel sous la Manche
- 16 h 00: Clôture des débats par C. Irwin.

# Welcome from the Chairman

Christopher Irwin  
Chairman (and Head of UK Delegation)  
IGC

# Welcome

Introductions and domestics

Purpose of today's workshop

My priorities for the Channel Tunnel

# Introductions

IGC heads of delegation

Co-chairs of the joint economic committee

Advisors and experts

Key Eurotunnel personnel

Workshop timings and domestics

# Purpose of today's workshop

Good regulators regularly test stakeholder views – and respond to them

We want to hear your views today; not listen to ourselves

What you tell us will inform our future work plans

Discussions should be:

Open: all views are equally welcome

Frank: confidentiality will be respected

Constructive: solutions as well as problems

# My priorities for the Channel Tunnel

“More traffic, safely, through the Tunnel”

IGC’s role in this as regulator:

Safety and technical regulation – advised by CTSA -  
in line with safety and interoperability Directives;

Economic regulation – advised by JEC - as set out  
in the First Railway Package (and recast);

As well as efficient and responsible governance  
– in accordance with the Treaty of  
Canterbury and the Concession Agreement.

# Safety and technical regulation

Critical to get this right – as JEC's market monitoring survey identified;

Progress is being made:

- New, improved, up-to-date legislation (in force end March);

- Tunnel-specific requirements reviewed and reduced;

- Updated rules and processes published/notified in accordance with EU law (by April).

IGC must put this into practice



# Economic regulation

The focus of today's discussions

Tunnel charges and access arrangements  
important to users – both existing and potential

Transparency and assurance of non-discrimination  
are vital

IGC's role – advised by JEC – is to ensure charges  
are demonstrably compliant with the law

JEC will explain their approach and their findings



# Reports of the joint economic committee 2012/13

JEC

# La CIG comme régulateur

- Traité de concession prévoit que la CIG a des fonctions de régulation
- Règlement de la Commission intergouvernementale concernant l'utilisation du tunnel sous la Manche, signé à Londres le 23 juillet 2009

## Article 12 du règlement - Organisme de contrôle

12.1. Une entreprise ferroviaire ou un regroupement international peuvent former un **recours devant la Commission** si elle ou il estiment être victime d'un traitement inéquitable, d'une discrimination ou de tout autre préjudice, en particulier contre les décisions prises par les Concessionnaires ou, le cas échéant, par l'entreprise ferroviaire en ce qui concerne :

- (a) le Document de référence du réseau ;
- (b) les critères contenus dans ce Document ;
- (c) la procédure de répartition et ses résultats ;
- (d) le système de tarification ;
- (e) le niveau ou la structure des redevances d'utilisation de l'infrastructure qu'elle est ou pourrait être tenue d'acquitter ;
- (f) les dispositions en matière d'accès au réseau.

## Article 12 du règlement - Organisme de contrôle (suite)

- 12.2. Pour l'instruction de ces recours, la Commission Intergouvernementale fait appel à des organismes ou experts désignés à cette fin conformément à l'article 10.7 du Traité.
- 12.6. Pour surveiller la concurrence sur le marché des services ferroviaires, la CIG (...) fait appel à des organismes ou experts désignés à cette fin conformément à l'article 10.7 du traité

# Le Comité a pour rôle de :

- 1) conseiller la CIG sur la régulation économique des activités ferroviaires dans le tunnel ;
- 2) instruire les recours formés devant la CIG en matière d'accès dans le tunnel sous la Manche et fournir à la CIG une recommandation sous forme d'avis motivé ;
- 3) surveiller le marché ;
- 4) intervenir à la demande de la CIG lors de négociations du niveau des redevances entre les Concessionnaires et les demandeurs de capacité
  - # 11.4 du règlement : les négociations ont lieu « sous l'égide de la CIG »

# Comment fonctionne le Comité

- Réunions bimensuelles
- Programme de travail annuel validé par la CIG
  - Dont Examen du Document de référence du réseau avant sa publication par Eurotunnel
  - Rapports (2 rapports publiés en 2011 et 2012)
- Auditions des parties prenantes et échanges

# Principales conclusiones

---

Key findings



# Le rapport 2011

- Dresse un tableau général de l'activité du Tunnel sous la Manche
  - Contexte général
  - Trafic
  - Le financement des investissements
  - Les dépenses de travaux à la charge des réseaux
  - La structure des charges dans le cadre du RUC
  - Enquête sur le suivi du marché
- Rapport publié sur internet

# Le rapport 2012

- Détaille le fonctionnement du RUC (règlement d'usage du Tunnel)
- Explicite le calcul des charges pour les entreprises ferroviaires
  - Version publiée sur Internet après suppression de données couvertes par le secret commercial.

# Questionnaire sur le marché (mai 2012)

- Analyse des réponses.
- 9 réponses reçues :
  - 4 réponses des opérateurs fret ou clients
  - 4 réponses des opérateurs passagers ou organismes représentant les passagers
  - 1 réponse d'un fabricant de matériel roulant

# Points signalés

	1 très neg	2 neg	3 na/nil	4 pos	5 très pos
Allocation des sillons		i	iii	iii	i
Installations d'accès			iiii	ii	i
Structure des charges	i	ii	i	iii	i
Niveau des charges - fret		iii	iii	i	i
Niveau des charges - passagers	iiii		ii	i	
APiS pour matériel roulant	i	ii	iii		i
RU licences		i	iiii	ii	i
RU certificat sécurité	i	i	iiii	i	i
Qualité des infrastructures			iii	iii	ii



**Merci pour votre attention**

Key findings

---

Principales conclusions

# JEC key findings: status of the RUC

Some characteristics of the usage contract are consistent with a “framework agreement”

Exceptional duration of RUC is consistent with principles of Directive 2001/14

- Long-term investment under contract;

- Large, high-risk, private finance required.

Note that Eurotunnel’s view is that the RUC is a “charging framework”

# JEC key findings: structure of charges

Legislation permits Eurotunnel to recover:

“Cost directly incurred” by operation of trains;

“Long-term cost of the project”;

Other costs, if the market can bear it, via mark-ups

Eurotunnel charges (described in RUC and Network Statement) include:

Fixed usage charge + variable toll / “charge per train”

Contribution to operating costs



# JEC key findings: structure of charges

RUC and Network Statement charges broadly equivalent in terms of price for access

JEC would like to see:

- Clarity on how Eurotunnel charging structure aligns with Directive structure: particularly clearer identification of any mark-up

- Transparent description of how consistency is achieved between RUC and Network Statement charges

Note that Eurotunnel considers that Network Statement is simply a statement of RUC charges

# JEC key findings: level of charges

Level of tunnel charges has attracted attention

JEC has looked at recovery of operating costs and long-term costs

Note that Eurotunnel considers it must recover all its operating costs from users in the absence of public subsidy

# JEC key findings: level of charges

JEC has considered the extent to which Eurotunnel's charges include long-term cost recovery;

Question of whether these charges represent reasonable return on capital



# Questions?

# Le cadre juridique de la tarification du tunnel sous la Manche

Legal framework for Channel Tunnel charges

JEC

# Le Traité de Cantorbéry

- Signé le 12 février 1986 entre le Grande Bretagne et la France
- Etablit l'absence de contribution publique à l'investissement et à l'exploitation
- Liberté commerciale et tarifaire pour le concessionnaire
  - Dans le respect des règles nationales ou communautaires relatives à la concurrence ou aux abus de position dominante
- # 10 établit la CIG

# Le Contrat de Concession

- Signé le 14 mars 1986 entre les deux Etats et Eurotunnel
- Rappelle la liberté tarifaire et le respect de la réglementation
  - Tarifs établis librement par le concessionnaire, modulables selon pratique commerciale normale
  - Aucune discrimination entre usagers
  - Accords possibles avec usagers importants (ouvre la voie à la convention d'utilisation de 1987 avec réseaux nationaux)
  - Dispositions ne font pas obstacle à l'application des règles nationales et communautaires relatives à la concurrence et aux abus de position dominante

# Les Directives Européennes

- Premier paquet ferroviaire en cours de refonte (directive 2001/14)
- Dispositions s'appliquent aux services ferroviaires sous la Manche sauf navettes
- Fixe les principes de tarification applicables aux services ferroviaires, dont
  - # 7 : les redevances doivent être égales au coût directement imputable à l'exploitation du service ferroviaire
  - # 8.1 : possibilité de majoration des redevances par un Etat pour permettre le recouvrement total des coûts encourus, si le marché s'y prête
  - # 8.2 : possibilité pour le gestionnaire de fixer ou maintenir des redevances plus élevées en vue de couvrir le coût à long terme.
    - Eurotunnel rentre dans le cadre d'application.



# La Transposition des Directives

- Règlement binational de la CIG du 23 juillet 2009.
  - » # 5 et 6 établissent les obligations relatives au contenu du Document de Référence des Réseaux (DRR) et à la procédure d'attribution des sillons
    - DRR publié annuellement (en 2013 pour 2014)
  - » # 8 : possibilité d'accords-cadres pluriannuels entre Eurotunnel et les entreprises ferroviaires
  - » #11 : règles permettant l'établissement des redevances d'utilisation du tunnel (référence directe au cadre juridique communautaire).
    - Les concessionnaires doivent justifier les redevances facturées
  - » #12 : la CIG est l'organisme de contrôle du tunnel



# Channel Tunnel access charges

Eurotunnel



**Lunch: Back at 14h00 please**

# Channel Tunnel performance regime

Brian Kogan  
UK co-chair JEC

# Legal requirements

**Article 11 of Directive 2001/14** requires a performance scheme encouraging all parties to minimise disruption and improve performance.

May include penalties and bonuses

Must apply throughout the network

# The arrangements in the Tunnel

Part 7 of 2014 network statement sets out details of Eurotunnel's performance monitoring and improvement process, and of the penalties for performance incidents

Comments on effectiveness and fairness of this system?

# Capacity allocation process

Directive 2001/14 sets out principles:

- Eurotunnel's responsibility
- Fair and non-discriminatory
- Independent from any railway undertaking
- Compliant with schedule
- Principles for path conflict resolution in network statement

# Capacity allocation process (continued)

- Dispute resolution
- Appeal to the IGC



# The arrangements in the tunnel

Part 4 of 2014 network statement sets out the arrangements for capacity allocation

Comments from stakeholders?

**Coffee break: Back at 15h15  
please**

Café

# Open discussion: Improving access to the Channel Tunnel

All

# Key questions

What can be improved...

In the Network Statement?

In IGC's regulatory approach?

In implementing new European legislation?

How would you like to be kept informed?



# Remarques finales

Alain Fayard

# Principales Conclusions

Merci pour votre active participation

J'ai en particulier noté les points suivants dont nous avons discuté:

- (à remplir pendant la réunion)

# Prochaines étapes

Nous préparerons un rapport de nos discussions d'aujourd'hui

Nous allons prendre en considération les résultats dans notre programme de travail

Nous resterons en contact avec vous

Nous sommes à votre disposition pour organiser des réunions bilatérales sur ces sujets ou sur d'autres



**Thank you!**

**Merci !**